

façon à l'année prochaine, du « plan Marshall », mais même pour une période de temps beaucoup plus limitée. Avant que les Etats-Unis aient la possibilité d'étudier le rapport des « Seize », des appels pressants de la part de la France, de l'Italie et de l'Angleterre se renouvelent chaque semaine à l'adresse de Wall Street, implorant une aide immédiate, faute de quoi la situation dans tous ces pays risque de devenir littéralement catastrophique.

« En l'absence des nouveaux crédits américains, a déclaré le Directeur économique de la Grande-Bretagne, Sir S. Cripps, l'Europe et nous-mêmes, dans le plus proche avenir, serons obligés de restreindre encore davantage nos importations d'Amérique. Ceci signifierait le commencement d'un processus qui, s'il n'est pas arrêté, amènerait rapidement l'étranglement économique graduel de l'Europe. »

Le temps joue maintenant un rôle capital dans le développement d'une telle situation en Europe. Faute d'une puissante aide intermédiaire des Etats-Unis avant l'application du « plan Marshall » (dont la date et l'ampleur restent encore incertaines) dans les semaines qui viennent, une crise économique et sociale sans précédent s'abattra sur la France, l'Italie et l'Angleterre, pays déjà soumis à un régime très sévère de restrictions alimentaires et de difficultés économiques.

Les peuples européens, dans cette situation unique dans l'histoire du capitalisme, n'ont, en réalité, d'autre alternative de salut que de préparer par la révolution prolétarienne les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Toutes les forces qui travaillent contre cette solution sont historiquement réactionnaires et précipitent le déclin et la putréfaction de l'Europe.

« HOLMAG »

DURANT la deuxième semaine de septembre, le gouvernement militaire britannique ordonna le démantèlement de l'usine Holmag, à Kiel. Cette usine avait été complètement reconstruite depuis la fin de la guerre et considérée, dans une déclaration du même gouvernement militaire, comme d'importance vitale pour l'économie de la zone d'occupation anglaise. Quand les ouvriers de chez Holmag apprirent la décision de démanteler, leur comité d'entreprise décida unanimement de refuser toute collaboration à cette mesure de destruction. Tous les ouvriers se mirent immédiatement en grève. Les « personnes déplacées » qui y travaillent participèrent toutes en rangs serrés au mouvement. Au bout de quatre semaines, la grève dure toujours. Les troupes britanniques ont occupé militairement l'usine, mais celle-ci n'a toujours pas été démantelée.

L'action des travailleurs de chez Holmag est d'envergure historique. Elle constitue la première manifestation publique et organisée de la part de la population laborieuse contre les mesures de rapine et de pillage imposées par l'accord de Potsdam à l'Allemagne vaincue. En faisant cet acte, les ouvriers de chez Holmag ont montré qu'un changement décisif commence à s'opérer dans la psychologie du prolétariat allemand. Celui-ci a été paralysé deux années durant par un sentiment d'impuissance totale, d'écrasante supériorité militaire, économique et politique de la part des puissances d'occupation. Les grands mouvements des mois d'avril et mai constituaient dans une large mesure des MOUVEMENTS DE DESESPoir, une réaction élémentaire mais déjà organisée contre la famine qui prit le peuple à la gorge. La grève de Kiel constitue un pas en avant par rapport à ces mouvements. Elle est une expression organisée d'un mûrissement de la conscience politique de la part des travailleurs allemands.

Un acte audacieux et démonstratif de la part d'une petite avant-garde suffit souvent, dans des situations de crise exacerbée, à provoquer des mouvements d'une ampleur insoupçonnée. Une dizaine de jours après l'action de Kiel, le gouvernement militaire américain annonça le démantèlement prochain d'une longue série d'entreprises ayant une valeur totale d'un milliard de dollars. La liste complète de ces entreprises n'a pas encore été publiée, mais des rumeurs indiquent le chiffre global de 1.800 usines visées. Encouragée par l'exemple de Kiel, la population laborieuse

allemande proteste maintenant avec une véhémence inaccoutumée. Si grande est la pression sur les organisations politiques et syndicales, que le président de la Fédération syndicale à Hambourg et la Conférence des fonctionnaires sociaux-démocrates à Berlin prennent tous les deux l'initiative de condamner dans des documents publics l'ensemble des mesures de démantèlement alliées. Par leur contenu propre, ces deux documents sont hésitants, timides et réservés ; ils ne rejettent pas la politique des réparations « en principe » ; ils ne condamnent pas les principes de Potsdam comme tels ; ils ne se prononcent pas sur le fait même de l'occupation et de la division du pays. Mais par leur portée historique, ces deux documents sont d'une audace remarquable. Car pour la première fois depuis 1945 des organisations ouvrières allemandes y mettent en question le droit des « vainqueurs » à disposer d'après leurs intérêts des hommes et des biens du peuple vaincu, droit sur lequel s'est basé jusqu'ici non seulement l'ensemble de la politique des quatre puissances d'occupation, mais aussi l'ensemble des activités des partis légaux. Avec l'action de chez Holmag ; avec la mise d'une grève générale des cheminots qui a suivi ; avec l'appel du parti socialiste berlinois pour un « moratoire immédiat de tous les démantèlements », l'opposition politique ouvrière contre l'occupation, la division et le pillage de l'Allemagne a d'ores et déjà pris une forme organisée.

**

L'importance des événements de Kiel ne se limite pourtant pas à la seule scène politique allemande. Elle est une occasion admirable pour vérifier, à la lumière des faits, la véritable attitude et les véritables intentions de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique.

Depuis trois mois, les impérialistes américains et leurs agents politiques, y compris la plupart des leaders sociaux-démocrates d'Occident, ont versé un torrent de larmes de crocodile sur la ruine économique de l'Europe et les besoins d'une large planification industrielle. Le potentiel économique de la Ruhr occupe une grande place dans les calculs laborieux destinés à permettre à l'Europe de remonter la pente à l'aide des béquilles yankees. Or, au moment même où une crise extrêmement grave des transports menace l'ensemble du système d'approvisionnement de l'Europe, au moment où Clayton s'exclame avec un pathétique de guignol qu'on est « au bord de l'abîme et que chaque tonne de charbon et d'acier compte », LES AUTORITES D'OCCUPATION AMERICAINES DECIDENT DE DEMANTELER 1.800 USINES ALLEMANDES, DE TRANSPORTER LEUR OUTILLAGE EN QUINZE PAYS DIFFERENTS ET D'ELIMINER AINSI UN POTENTIEL INDUSTRIEL VITAL POUR L'ALLEMAGNE COMME POUR L'EUROPE PENDANT DES MOIS SINON POUR TOUJOURS ! Faut-il une meilleure preuve de ce que la folle politique de réparations est contraire aux intérêts non seulement du prolétariat allemand mais de tous les hommes et de toutes les femmes du peuple en Europe ? Faut-il une meilleure indication de l'aveuglement impuissant auquel a abouti la décadence du capitalisme qui détruit de la main droite ce qu'il s'efforce laborieusement de reconstruire de la main gauche ?

Mais ce n'est pas encore tout. A la manifestation d'opposition des gars de chez Holmag, Wall Street donna deux réponses, toutes les deux d'un cynisme propre à ceux qu'aveugle l'ivresse de la puissance. La première fut celle du général Clay qui frappa les manchettes des journaux allemands et qui fut une manifestation chimiquement pure de la politique inaugurée par le règne des militaires américains, aujourd'hui en Europe et en Asie, demain aux Etats-Unis si les masses américaines n'y prennent garde. Clay déclara littéralement : « Si les syndicats allemands refusent d'obéir à nos ordres, ils ne pourront pas demander que nous continuions à envoyer des vivres en Allemagne ». L'amiral Halsey aurait sans doute exprimé la même idée de la façon suivante : « Obéissez ou crevez de faim ! » La seconde est cachée dans les pages des journaux « sérieux » que les ouvriers lisent malheureusement trop peu. Il s'agit d'une dépêche de l'agence « Conti-Press » (voir NZZ du 1/10/47) suivant laquelle le trust Ford a mis au point un plan d'expansion de ses entreprises à Cologne. Il y créera des usines de fonderies et de production de pièces de rechange et vient d'acheter à cette fin des terrains avoisinants (occupés jadis par des usines détruites depuis lors par des bombardements ou des démantèlements, sans doute !).

Voilà la politique impérialiste dans toute sa nudité. Combattre la faim ? Empêcher de « nouvelles agressions » ? Assurer le bien-être économique de l'Europe ? Pauvres naïfs qui croyez encore aux belles paroles ! La politique américaine en